

**9 septembre 2005**

## **De l'ouragan Katarina à l'ONU**

Qui n'est pas estomaqué par les causes et conséquences sociales/environnementales de Katarina :

- \* La suppression des marais salants au profit de développements immobiliers, de l'industrie pétrolière et du trafic commercial sur le Mississippi auxquels on a substitué des digues que l'État entretenait à peine ;

- \* la croissance du nombre et de l'intensité des ouragans sans doute dues à l'effet de serre dont la première responsable est la politique énergétique étasunienne basée sur un pétrole plein de sang ;

- \* l'abandon raciste et social d'un quasi tiers monde interne dont la cité pauvre de la Nouvelle-Orléans est un éloquent symbole ;

- \* l'incurie sinon l'aveuglement face à une catastrophe qu'on savait qui viendrait un jour et de plus annoncée assez en avance, contrairement au tsunami du Pacifique, pour évacuer par une mobilisation de tous les moyens de transport public disponibles vers tous les hôtels/motels/logis vides réquisitionnés, au lieu de la néolibérale solution du chacun pour soi et de l'entassement des pauvres dans dans stades insalubres ;

- \* la priorité non pas donné aux secours mais à la répression d'une population qui bien souvent pille pour manger faute de secours, s'accroche à son faible acquis pour ne pas tout perdre ou dont la colère éclate en autodestruction ;

- \* l'insensibilité abyssale d'une ploutocratie dirigeante dont le seul souci est l'image médiatique de peur de l'affaiblissement de son rapport de forces mondial et interne quoique qu'elle n'ait rien à craindre de Démocrates (louisianais) tout aussi responsable qu'elle ;

Bien entendu, il ne faut pas attendre de cette bourgeoisie hyper-impérialste le moindre remords, même pas pour le moment la recherche de boucs émissaires, ni bien sûr la moindre inflexion politique tant en Iraq qu'aux Nations unies.

Marc Bonhomme

-----

La nomination de l'ambassadeur américain Bolton, nouvelle étape dans une offensive ancienne. Contre le torpillage de l'ONU

Par Julie CASTRO et Damien MILLET et Eric TOUSSAINT  
membres du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (1).

Vendredi, 9 septembre 2005

L'Organisation des Nations unies (ONU) et les grands textes internationaux sont de plus en plus menacés : depuis quelques années, les Etats-Unis lancent une véritable offensive contre cette institution au sein de laquelle ils n'ont pas les coudées aussi franches qu'ailleurs. La dernière attaque en date est la tentative de John Bolton, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, de limiter drastiquement la portée du prochain sommet des Nations unies, qui se tiendra du 14 au 16 septembre 2005, sommet dédié à la lutte contre la pauvreté et à la réforme de l'ONU. John Bolton a en effet rendu public le 25 août un rapport dans lequel il ne demande pas moins de 750 amendements au document préparatoire élaboré par Jean Ping, président de l'Assemblée générale de l'ONU.

Ces amendements cherchent à inscrire dans le marbre un recul sur plusieurs points. En premier lieu, toute référence aux très modestes Objectifs du millénaire est exclue, alors même que les Etats-Unis les ont officiellement reconnus en 2000. Au-delà des critiques virulentes émises sur ces objectifs (notamment leur portée très limitée, l'absence de questionnement sur les voies à suivre pour les atteindre et la légitimation qu'ils opèrent du modèle économique qui a mené à la situation actuelle), leur disparition de l'agenda international officialiserait le désengagement complet des grandes puissances sur ces thèmes.

Mais ce n'est pas tout : Bolton demande aussi la suppression pure et simple de l'objectif d'une aide publique au développement à hauteur de 0,7 % du revenu national brut des pays les plus industrialisés à l'horizon 2015. Cet engagement pris en 1970 n'est aujourd'hui mis en oeuvre que par une poignée de pays. D'autres reculs d'importance sont contenus dans le document états-unien : la suppression de toute référence au protocole de Kyoto et au réchauffement climatique, la délégitimation de la Cour pénale internationale, le refus d'un rôle accru de l'Assemblée générale de l'ONU, l'absence de toute référence au désarmement nucléaire.

Cette démarche de l'administration Bush s'inscrit dans une entreprise de grande ampleur visant à protéger à tout prix l'emprise des Etats-Unis, de leurs entreprises et des grandes puissances qui les soutiennent. La dette en est un exemple frappant. Le sommet du G8 de Gleneagles en juillet s'était conclu par des annonces tonitruantes sur l'annulation de la dette des pays pauvres. Limitée par le nombre de pays concernés (18 pays seulement sur 165), par le nombre d'institutions auprès desquelles la dette serait annulée (FMI, Banque mondiale et Banque africaine de développement), par les sommes visées (40 milliards de dollars sur trente ans, pour une dette extérieure publique de tous les pays en développement de 1 600 milliards de dollars), cette initiative dont le FMI et la Banque mondiale cherchent depuis à réduire encore la portée permet, sous couvert de générosité, le maintien du statu quo. La dette continue ainsi d'organiser le transfert de richesses des populations du Sud vers leurs riches créanciers, avec la complicité des gouvernements du Sud. Les conditionnalités

économiques et financières qui y sont attachées, en plus d'opérer une nouvelle forme de colonialisme, continuent de ravager les sociétés qui y sont soumises.

D'autres événements d'actualité permettent de comprendre la logique sous-tendant l'action de George W. Bush, qui prend un malin plaisir à piétiner les Nations unies : l'invasion de l'Irak, où les Etats-Unis et leurs alliés sont empêtrés dans une guerre dont on ne voit pas l'issue, s'est faite en violation flagrante de la Charte de l'ONU. Dans la même veine, alors que Bush refuse catégoriquement toute tentative de faire adopter des textes internationaux chargés de protéger l'environnement, la catastrophe naturelle qui a frappé de plein fouet les populations pauvres de Louisiane et du Mississippi met en lumière le caractère destructeur d'une politique néolibérale qui consacre des milliards de dollars pour une guerre impérialiste mais n'accorde aucune attention à la donne sociale et écologique.

De nombreux mouvements sociaux, dont le CADTM, appellent à revenir à l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, rédigée en 1948 sous l'égide de l'ONU, qui débute par «Nous, les peuples». Pour cela, les peuples doivent élaborer un agenda du millénaire prenant en compte le respect de leurs droits fondamentaux, à l'opposé de celui que les grands argentiers parviennent à imposer actuellement.

(1) Contact : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)